

***Home Rule* pour l'Irlande (1870-1914) : une introduction**

En dépit de sa relative brièveté face au temps long de l'histoire et de sa très prudente formulation, réduite au seul « retour du Parlement de Grattan » comme vous le verrons pour commencer, le *Home Rule* comme projet d'envergure nationale et parlementaire connut des évolutions non négligeables entre la publication initiale du pamphlet d'Isaac Butt, *Irish Federalism; Its Meaning, its Objects, and its Hopes*, dont la préface fut symboliquement datée du jour de l'Assomption (le 15 août 1870), et la suspension de sa mise en œuvre effective par la survenue de la Première Guerre mondiale. Ces évolutions provinrent de domaines très variés, et elles les affectèrent en retour. On peut citer, parmi les principaux : l'opinion publique dominante en Grande-Bretagne comme au sein de chacune des trois principales communautés de l'Irlande, le jeu des ligues, clubs et autres mouvements populaires, celui des partis politiques britanniques, l'attitude de la hiérarchie catholique, les opportunités – et les difficultés – économiques tant globales que de chacune des communautés impliquées, les conséquences pour l'Irlande de l'Empire et de sa gestion, la question sociale en Angleterre (question connue sous le nom de *Condition of England*), comme en Écosse et au pays de Galles, le contexte diplomatique du temps et les évolutions constitutionnelles d'autres pays, à commencer par celles de la double monarchie austro-hongroise et de l'Allemagne...

Il serait donc possible, voire souhaitable, dans une logique sinon d'exhaustivité du moins d'analyse fine, de présenter le projet politique d'un « *Home Rule* pour l'Irlande » comme une succession de brefs moments, dont chacun serait centré sur une réalité alors au tout premier plan et dont on pourrait affirmer qu'elle le caractérisait.

Une telle façon de faire conduirait toutefois sans doute à un morcellement bien excessif et, même, au risque de masquer le mouvement d'ensemble. De plus et surtout, elle ne pourrait que mettre sur le même plan des événements de nature très diverse, alors que les évolutions du projet dépendirent constamment *d'abord*, même dans leurs multiples dimensions irlandaises, du jeu parlementaire à Westminster vers lequel tous se tournaient nécessairement en priorité. Or ce jeu, comme celui des deux principaux partis britanniques (la force du Labour n'étant encore que marginale, même en 1914), fut certes aussi complexe que fluctuant mais il connut aussi deux ruptures, chacune assez nette, qui suggèrent de façon assez naturelle une périodisation en trois moments.

La première de ces ruptures fut ce qu'il convient d'appeler la « conversion » du Premier ministre William Gladstone à la toute fin de l'année 1885, conversion qui le conduisit à présenter en avril 1886 un premier *Government of Ireland Bill* (nom officiel de ce que l'histoire retient plutôt comme étant le premier *Home Rule Bill*). Cette rupture fut en fait double : elle amorça, pour le futur, ce mouvement assez chaotique qui allait finalement conduire, après un second échec de ce même Gladstone, un autre Premier ministre libéral à présenter aux Communes ce qui fut donc le troisième et dernier *Home Rule Bill*, celui qui allait être finalement voté par la Chambre des Communes alors même que, dans l'immédiat, il fit éclater le parti. Certains députés refusèrent en effet d'admettre ce nouveau projet dans la plate-forme libérale et ils firent sécession sous la direction de Joseph Chamberlain, se désignant dès lors comme « Liberal Unionists ». Ceci contribua largement au retour durable des Conservateurs au pouvoir et donc au blocage total, et non moins durable, de toute avancée en matière de *Home Rule*.

La seconde rupture fut précisément le retour aux affaires de ce même parti libéral, le 5 décembre 1905. Ce dernier n'avait, certes, pas plus envie que par le passé de prendre des risques inutiles au sujet du « *Home Rule* », l'opinion publique britannique n'y étant guère favorable et celle de l'angle nord-est, presbytérien, de l'Irlande y étant même totalement hostile, sans même évoquer le souvenir du schisme de 1886 qui était encore bien présent

dans l'esprit de ses élus, mais il se trouva progressivement contraint de s'en saisir par une conjonction de l'arithmétique parlementaire et de la volonté de réaliser ses propres projets, comme nous le verrons.

C'est donc l'histoire gouvernementale de ce parti que nous allons prendre comme trame principale pour suivre la – lente – avancée du projet de Butt, malgré la constance globale de son médiocre intérêt pour le *Home Rule* dans la durée. Il y a là bien plus qu'une simple ironie de l'histoire. Les Libéraux, très divers, n'étaient fondamentalement unis que par, et sur, un seul sujet : leur double opposition frontale, politique et religieuse, aux *Tories* et à l'Église anglicane établie, qualifiée de « *Tory Party at Prayer* ». Ce fut l'alignement de ces derniers avec les Unionistes d'Irlande, alignement d'emblée très naturel pour certains de ces derniers et qui évolua progressivement en une véritable symbiose, qui poussa les Libéraux à réévaluer quelque peu leurs « alliés » nationalistes mais, toujours, bien sûr quand cela les avantageait (ou au moins ne desservait pas leurs propres intérêts).

Nous examinerons donc dans un premier temps les années 1870-1885, qui furent dominées en Irlande même par les grande difficultés économiques et sociales consécutives à la « Grande Famine » qui avait duré de 1845 à 1851. Ce difficultés avaient joué une rôle majeur dans la réflexion d'Isaac Butt, réflexion qui l'avait progressivement conduit à concevoir puis à proposer ce qu'il pensait être un cadre institutionnel indispensable à toute solution politique « raisonnable » et équilibrée à la misère persistante d'une large part de la paysannerie, à la crise morale profonde qui suivit la Famine et, plus généralement, aux multiples retards de l'Irlande sur sa voisine.

Nous envisagerons ensuite la séquence 1886-1905, dominée à Londres par les conservateurs constamment au pouvoir pendant toute cette période (sauf pendant trois années et demi, pendant lesquelles les Libéraux furent de retour aux affaires) et qui s'attachèrent, selon leur propre expression, à « tuer le *Home Rule* par la douceur ». En Irlande même, ces deux décades virent l'émergence de la « Renaissance Gaélique », un bouillonnement intellectuel et artistique d'autant plus vif qu'il fut explicitement vécu à la fois comme un retour aux sources, une contribution majeure à cette

dés-anglicisation de l'Irlande qui était de toute façon pensée comme absolument nécessaire et, également, comme une sorte de réarmement idéologique dans l'attente des jours meilleurs où il serait enfin possible de reprendre une discussion politique avec Londres.

Viendra enfin l'examen de la dernière décade (1905-1914) qui fut marquée par la montée, d'abord assez lente puis de plus en plus rapide, de l'importance du débat sur l'Irlande qui devint une préoccupation majeure des Britanniques, qu'ils soient membres du parlement ou simples sujets du roi. La toute fin de cette troisième et dernière période sera, certes, très particulière par son caractère de course à la guerre entre Unionistes et Nationalistes, mais on peut lire cette évolution comme la simple radicalisation logique, voire inévitable, de ce qui était en germe dès 1905. Il serait donc sans doute excessif d'y voir un épisode spécifique.

D'autres périodisations auraient été bien sûr possibles, comme par exemple celle qui se serait appuyée sur les trois prélats qui se sont succédés à Dublin entre 1870 et 1914 et qui jouèrent un rôle crucial dans le façonnage de l'opinion publique catholique et la conduite des négociations : (i) Paul, cardinal Cullen (1852-1878), promoteur de l'infaillibilité pontificale et à ce titre tout particulièrement mal vu de l'ensemble du monde protestant, (ii) Edward, cardinal MacCabe (1879-1885), surnommé l'« Évêque du Château » pour sa détestation profonde de toute agitation sociale ou politique et, enfin, (iii) William Nash (1885-1921), ancien professeur de théologie et promoteur d'un nationalisme modéré centré d'abord sur les questions agraires puis, après leur résolution progressive au début du nouveau siècle, précisément sur le *Home Rule*. Ces trois personnalités incarnèrent assez parfaitement, chacune à son tour, l'état d'esprit alors dominant dans la population catholique.

Mais une telle présentation aurait sans doute été bien trop centrée sur une Irlande qui n'était guère en position de force, Londres restant le maître du jeu institutionnel, un maître qui fut, de surcroît, le plus souvent d'abord préoccupé par d'autres territoires, d'autres adversaires ou d'autres partenaires.

Pour faire droit à cette réalité plus globale, il aurait encore été possible d'inscrire cette question du *Home Rule* d'abord dans la logique économique globale de l'Empire, en distinguant la phase de déclin relatif qui commença précisément un peu après 1870 de celle du renouveau, dont les spécialistes d'histoire économique placent le début vers 1893 et la fin en même temps que celle de la Première Guerre mondiale.

Ceci aurait fait droit à l'ampleur de la dimension économique et sociale qui sous-tendait largement tant le désir de *Home Rule* que les résistances qu'ils suscitait, d'autant que ce mouvement de balancier coïncida, en Irlande même, avec une succession de changements significatifs : d'abord, le parti nationaliste se fractura en pas moins de quatre tendances en 1891 et il eut, ensuite, besoin de dix années pour se restructurer et se réunifier, puis la réforme municipale de 1892 déconcentra les prises de décision à ce niveau (selon une logique de décentralisation du pouvoir qui n'était d'ailleurs pas sans parenté avec le *Home Rule* en tant qu'outil de gestion politique et administrative). Cette réforme renforça la participation des nationalistes à la conduite de leurs territoires au quotidien, avant que la fondation de la *Gaelic League* (Ligue Gaélique) en 1893 n'apporte encore une nouvelle dimension au débat politique.

Mais ce basculement du début des années 1890 fut, d'abord, une inflexion et non une rupture franche, inflexion dont les populations mirent du temps à prendre conscience et surtout, pour toute son importance dans l'histoire générale de l'archipel britannique et sa contribution majeure à la montée en Grande-Bretagne d'un nationalisme sourcilieux et guère favorable à l'idée même de compromis, il ne présente guère de spécificité qui puisse nous aider à mieux appréhender « la question du *Home Rule* ».

Cette dernière mobilisait certes des forces de tous ordres, et dans tous les territoires de l'archipel, mais le véritable débat, comme nous l'avons déjà souligné, se tenait d'abord dans le seul domaine politique et la réponse à la demande des *Home Rulers* ne pouvait venir que d'un seul lieu : Westminster. C'est donc son rythme qui constitue l'angle le plus

logique, et le plus prometteur, pour suivre les évolutions du projet de *Home Rule*. Nous allons donc nous tenir à la périodisation ternaire initialement proposée, en la complétant par les intitulés suivants :

- (i) *De la publication de Butt à la Conversion de Gladstone (1870-1885)*,
- (ii) *Statu quo institutionnel et Renouveau Gaélique (1886-1905)*,
- (iii) *Du retour des Libéraux à la Crise du Home Rule (1905-1914)*.

Toutefois le poids du passé, particulièrement lourd en Irlande, ne permet guère de commencer notre examen, *in media res*, à l'été de l'année 1870. Nous allons donc devoir, dans un premier temps, présenter le caractère fondateur de la nostalgie du « Parlement de Grattan » aboli en 1801, les contraintes sociétales pesant sur la possibilité même de son rétablissement, la prudence d'emblée perçue comme indispensable à tout projet en ce sens, la vive hostilité qu'il suscita tout aussi rapidement, et encore la lente maturation de cette idée entre le passage de l'Acte d'Union et la publication de l'ouvrage d'Isaac Butt.

L'examen de cette lente genèse du projet nous permettra également de voir ensuite pourquoi, et comment, la fort ancienne « Question d'Irlande » se trouva convertie, pendant une séquence assez brève sur le plan temporel mais spatialement étendue à l'échelle du royaume dans son ensemble (la Grande-Bretagne tout autant que l'Irlande donc), en cette autre entité que l'histoire retient désormais sous le nom de « Question du *Home Rule* », et comment cette dernière en vint à occuper une place toujours très centrale dans le jeu politique du temps, même si ce ne fut que très rarement la première.

Contrairement à sa lente maturation, déjà évoquée, et à l'absence de progrès concret pendant l'essentiel de sa courte vie, qui furent des causes essentielles de la grande circonspection avec laquelle il fut conçu, puis défendu, ce projet connut au contraire une dislocation finale très rapide. Nous présenterons rapidement cette dernière, même elle déborde légèrement de notre période d'étude, pour mettre en lumière ce contraste et borner plus complètement la question.

Au total ce premier chapitre, inhabituellement long en raison du grand nombre de paramètres variés à présenter, puis à faire dialoguer entre eux, vise globalement à problématiser ce que fut *Le projet de Home Rule, un bien étrange objet de l'histoire*.

Mais un tel examen centré à la fois sur la seule Irlande, même conduit d'abord sous l'angle de ses relations avec l'île voisine, ainsi que sur un projet spécifique examiné en et pour lui-même, même en tenant compte de ses sources et de ses conséquences potentielles, ne saurait épuiser à lui seul la contextualisation plus complète qui est nécessaire, ni même la problématisation de la « Question du *Home Rule* ».

D'abord parce que les deux décades qui précédèrent la publication de ce que Isaac Butt lui-même avait qualifié de pamphlet constituèrent, dans les *deux* îles de l'archipel britannique, un temps de changements particulièrement conséquents et multiples, affectant à la fois la société, la religion, le politique et les institutions. Il importera donc de les examiner plus en détail, en Irlande comme la couche ultime du terreau où l'idée de *Home Rule* allait germer, puis croître et, en Grande-Bretagne, comme le temps de l'enracinement définitif d'une conviction opposée et qui serait désormais inébranlable : la nécessité de l'Union. D'une manière plus générale, nous essayerons de montrer que le schéma traditionnel ternaire, dont le tryptique catholique/anglican/presbytériens n'est que l'archétype, se transforma en des oppositions binaires.

Par ailleurs, au delà même des convergences et des similarités avec le pays de Galles et l'Écosse, l'Irlande du temps s'insérait dans un Empire dont la sauvegarde globale était constamment une (et souvent la) préoccupation majeure du gouvernement de Londres (quel que soit le parti aux affaires), ainsi que des simples sujets du roi.

Il conviendra donc d'examiner ce concept d'Union, et son potentiel mobilisateur, dans un contexte plus large que celui de la seule question d'Irlande, et ainsi mieux voir s'il constitue – ou non – une image en miroir quasi-parfaite de celui de *Home Rule*.

Il conviendra enfin, au-delà de ces dimensions portées par ce mot bien polysémique, de replacer les débats autour du *Home Rule* dans le contexte alors foisonnant des débats institutionnels, souvent intenses, qui agitèrent l'essentiel de l'Europe précisément à partir des années qui précéderent immédiatement la publication d'Isaac Butt, et qui s'y hissèrent souvent au premier plan de la réflexion politique. Les exemples unificateurs de l'Italie et de l'Allemagne contrastaient alors avec les indépendances balkaniques arrachées à l'Empire Turc tandis que le rétablissement du Royaume de Hongrie, très largement autonome de l'Autriche, ne fut pas sans incidence sur la décision de faire couronner la reine Victoria comme impératrice des Indes en 1877.

L'évolution croisée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, la prégnance croissante de la dimension impériale et la force inédite des débats constitutionnels sont rassemblés ici car elles eurent des effets très semblables, et donc synergiques, sur la demande irlandaise d'un certain degré de fédéralisme. Comme déjà noté à propos de la première d'entre elles, elles contribuèrent à radicaliser les positions entre les deux rives du Canal St Georges.

Les présenter et compléter ainsi le travail de contextualisation est l'objet du deuxième chapitre : *l'Irlande en 1870*.

Ces travaux liminaires étant accomplis il nous sera alors possible d'examiner l'histoire de ce projet institutionnel au cours de la période 1870-1914. Comme déjà annoncé, cette histoire sera présentée en trois étapes dont chacune fera l'objet d'un chapitre séparé, avant d'envisager enfin dans un bref épilogue la succession des événements tragiques qui ont suivi l'été de l'année 1914.